LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

du Commerce, de la Finance, de l'Industrie,
de la Propriété foncière et des Assurances.Bureau : No 80, rue Saint-Jacques,
Montréal.Abonnements : Montréal, un an \$2.00
Canada et Etats-Unis - 1.50
France - fr. 12.50Publié par
La Société de publication commerciale,
MORIER & HELBRONNER, gérants.

MONTREAL, 18 JANVIER 1888

M. EDMOND STEVENS a pris
la direction du département
des annonces du "Prix Courant."

RELATIONS AVEC LA FRANCE

Nos relations commerciales directes avec la France acquièrent tous les jours une importance de plus en plus grande. Cette augmentation dans le volume des affaires est le résultat des efforts faits par les maisons françaises, secondées au Canada par des gens actifs, honnêtes et intelligents.

La ligne Bossière n'a pas peu contribué à ce développement de nos relations directes, et nous espérons que la réalisation des perfectionnements promis dans le service tendront à rapprocher d'une manière encore plus intime les commerçants des deux pays.

Comme preuve à l'appui de l'importance actuelle des importations françaises, nous citerons les opérations de la maison F. Giroux & frère.

La dernière importation faite par cette maison et chargée à bord du S. S. Panama, ne représente pas moins de 650 colis, de toutes dimensions. C'est croyons-nous l'importation la plus considérable de marchandises françaises qui ait encore été faite, par une seule maison, au Canada, et si l'on songe qu'elle est faite en plein hiver, entre deux saisons, on aura une idée des relations établies par Messieurs Giroux & frère.

Cette maison a enfin inauguré, au Canada, une véritable agence de fabricants français. Ce sont de fait les véritables agents des manufacturiers, et nos acheteurs canadiens peuvent traiter avec ces messieurs, tout comme s'ils traitaient avec les maisons mêmes, et souvent à des conditions plus avantageuses que celles qu'ils obtiendraient directement.

Il y a longtemps que nous demandions l'établissement d'une agence semblable, et nous avions prédit le succès. M. Francis Giroux, le fondateur de cette agence est patronné par la Chambre de Commerce de Paris, le meilleur brevet de capacité et d'honorabilité qu'un commerçant français à l'étranger puisse obtenir, comme le savent tous ceux qui connaissent la composition des chambres de commerce françaises.

Tous ceux de nos lecteurs que les produits français intéressent à un titre quelconque, feront bien de visiter les salles d'échantillons de messieurs Giroux & frère, 45 rue Saint-Sacrement, échantillons des plus complets et comprenant presque tous les produits français susceptibles d'être vendus au Canada.

RESPONSABILITE DES COMPAGNIES DE TELEGRAPHE.

Un marchand de bois de Bangor, Maine, avait envoyé par télégraphe à Philadelphie, une soumission pour la fourniture de 800,000 lattes. Le télégraphe en transmettant la dépêche fit une erreur de 10c en moins par mille sur le prix demandé. La soumission ayant été acceptée au prix mentionné dans la dépêche, la livraison fut faite, mais le marchand de bois poursuivit la compagnie de télégraphe Western Union pour la différence de 10c par mille.

La compagnie plaida qu'elle n'était pas responsable de l'erreur en vertu de la clause imprimée sur ses formules, et que le marchand de bois n'était pas lié par sa soumission.

La Cour Suprême du Maine vient de donner gain de cause au marchand de bois, jugeant que la clause imprimée était nulle, parce que l'intérêt public exige que la compagnie mette en œuvre toute la prudence et tout le soin possible en transmettant les dépêches qui lui sont confiées, et que le marchand de bois était lié par sa soumission, sauf son recours contre le compagnie de télégraphe, qui a été condamnée à payer au demandeur les \$8,000 réclamées, avec dépens.

LES FAILLITES EN 1887.

Les agences de renseignements P. Dun, Wiman & Cie et Bradstreet viennent de publier leur statistique annuelle des faillites arrivées aux Etats et au Canada. Les chiffres de ces deux agences quoique différant quelque peu, ne sont pas assez divergents pour exiger une critique spéciale, aussi nous servirons-nous des deux statistiques dans l'examen que nous allons faire des désastres commerciaux de l'année 1887.

Nous ferons toutefois remarquer qu'il est regrettable que nous ne puissions obtenir une statistique officielle des faillites au Canada, statistique d'autant plus facile à obtenir que les liquidations se font, dans la province de Québec tout au moins, presque exclusivement par voie judiciaire.

D'après Bradstreet, le mouvement des faillites pendant les années 1881 à 1887, a été comme suit :

	Nombre	Actif	Passif
1887	1,315	\$ 8,407,000	\$17,054,000
1886	1,186	5,566,474	11,240,925
1885	1,286	4,201,831	9,210,334
1884	1,563	9,074,000	17,126,000
1883	1,464	12,367,000	22,155,000
1882	755	3,948,000	8,139,000
1881	607	3,278,000	6,122,000

La moyenne du passif et de l'actif par faillite en 1886-87 a été comme suit :

	1887	1886
Actif.....	\$ 8,407	\$ 5,566
Passif.....	17,054	11,240

Les rapports de l'actif au passif ont été, de 1881 à 1887, comme suit :

1887.....	49 p. c.
1886.....	47 "
1885.....	41 "
1884.....	53 "
1883.....	56 "
1882.....	49 "
1881.....	54 "

Ce tableau est certainement le plus important, en ce sens, qu'il montre une augmentation continue dans le pourcentage du montant de l'actif.

Cette augmentation est la meilleure preuve que l'on puisse fournir, de l'amélioration de notre position commerciale; elle est du reste en sympathie avec celle qu'accusent les statistiques pour les Etats-Unis, comme on le verra par le tableau suivant :

	1887.....	49 1/2 p. c.	49 p. c.
1886.....	49	"	47 "
1885.....	45	"	41 "
1884.....	54	"	53 "

On voit que, d'une position moins bonne en 1885, que celle des Etats-Unis, nous nous sommes élevés en 1887, à un niveau presque égal à celui atteint par nos voisins.

Si maintenant, nous passons aux statistiques de messieurs Dun, Wiman & Cie, nous obtiendrons des rapports plus détaillés sur les faillites dans les différentes provinces du Canada :

	Nombre	Passif
Ontario	698	\$5,857,375
Québec	390	4,085,928
Nouveau-Brunswick	88	5,850,115
Nouvelle-Ecosse	120	716,980
Ile du Prince Edouard	13	162,900
Manitoba	37	261,269
Colombie Anglaise	25	185,950

Total..... 1,386 \$18,070,595

Tableau comparatif des faillites qui se sont produites au Canada depuis cinq ans :

	Nombre	Passif
1887.....	1,386	\$18,070,595
1886.....	1,252	10,386,384
1885.....	1,256	8,861,609
1884.....	1,527	19,191,308
1883.....	1,384	15,949,361

L'augmentation du passif au Canada est due en grande partie à la province du Nouveau Brunswick, qui compte dans ses faillites celle de la Banque Maritime, et d'un grand nombre de marchands de bois dont la déconfiture a été causée par la chute de la susdite banque.

Par contre la province de Québec, accuse une amélioration notable, et l'ensemble des chiffres pour le Canada, nous permettent de dire que notre position commerciale et financière s'améliore progressivement et d'une manière soutenue, depuis la crise que nous avons traversée en 1883-1884, et qu'elle est aujourd'hui aussi bonne que dans n'importe quel autre pays.

VENTE DE COUPE DE BOIS

Plusieurs marchands de bois des Etats-Unis étaient présents à la récente vente de coupes de bois de pin de la province d'Ontario et ont contribué, sans doute, par leurs enchères, à faire monter les prix; mais ils n'ont pas fait de gros achats, à moins qu'ils n'aient acheté sous d'autres noms. Cela, cependant, ne paraît pas probable, car la plupart des acheteurs possèdent des scieries à la portée des

coupes et en ont besoin pour leurs opérations.

Le total des ventes a donné un montant de \$1,312,712,50. Cette somme énorme n'est que le bonis donné pour un bail à loyer élevé, qui ne comprend pas les rentes foncières ni les droits de stampage. Le fait que la rente foncière vient d'être augmentée de 50 o/o et qu'il n'y a aucune garantie qu'une nouvelle augmentation n'aura pas lieu, rend encore plus remarquables les hauts prix payés comme bonis, mais les coupes de bois non louées deviennent rares, dans Ontario comme dans Québec, et la concurrence des acheteurs est très vive.

Nous souhaitons au gouvernement de Québec le même succès.

LA MALLE D'EUROPE

Le monde des affaires, à Montréal et surtout à Québec, s'occupe beaucoup en ce moment de la question de contrat à adjudger pour le transport des malles d'Europe, une fois par semaine.

La somme payée chaque année par le gouvernement pour le transport de ces malles équivaut à une subvention assez considérable; mais en retour de cette subvention, le gouvernement exige certaines conditions de régularité et de vitesse qui ne laissent pas d'être quelquefois assez onéreuses pour les compagnies qui y souscrivent.

Ainsi le vapeur de la malle, ou le paquebot-poste, comme on dit en France, doit quitter le port au jour et à l'heure fixés, qu'il ait ou non complété son chargement; il doit posséder une vitesse moyenne de tant de nœuds, et tout retard qui ne peut être justifié par un cas de force majeure est puni d'une forte amende.

On conçoit que, pour accepter ces conditions, une compagnie doit être pourvue d'une flotte nombreuse et puissante, construite d'après les derniers modèles et atteignant la plus grande rapidité.

Or le contrat pour le transport des malles d'Europe expire cette année, et le gouvernement a fait connaître aux intéressés qu'il recevrait des soumissions sur lesquelles il adjudgerait le contrat à la compagnie qui offrirait de prendre l'entreprise à meilleur marché. La décision doit être prise ce mois-ci.

Il n'y a, paraît-il, en présence que deux soumissionnaires: la compagnie Allan et une autre compagnie derrière laquelle on croit voir le Pacifique Canadien et qui est représentée par un Mr Anderson ou Henderson.

La compagnie Allan offre, dit-on, de mettre sur la ligne entre Montréal et Liverpool, pour le service de la malle, des vapeurs neufs, construits d'après les plans les plus perfectionnés et possédant une vitesse moyenne de 20 nœuds à l'heure, ce qui permettrait de raccourcir la traversée de près de deux jours et de la faire en moins de cinq jours (entre Québec et Liverpool) par un temps favorable.

L'autre compagnie promet également de très-belles choses; et ce qui, surtout, lui assure les sympathies des Québécois, c'est qu'elle parle de faire de Québec son point de départ.

Nous ne voulons point mettre en doute la bonne foi de M. Anderson ni insinuer que sa compagnie